



La révolution et la perception des problèmes de développement en Tunisie - Résultats d'une enquête-

The Revolution and the perception of the problems of development in Tunisia - The results of an inquiry-

Bousnina Adel*

Université de Tunis, Tunisie

Date de soumission: 6/7/2020

Date de Revision: 7/7/2020

Date d'acceptation: 10/11/2020

Résumé:

L'objectif principal de notre article est l'analyse des perceptions des jeunes diplômés sur divers aspects relatifs aux problèmes de développement en Tunisie (après la révolution), et ce grâce aux résultats d'une *enquête*. La première partie portera sur une étude succincte des facteurs de la révolution et de ses principaux défis. L'intérêt sera focalisé dans la deuxième partie sur l'analyse de la perception des jeunes sur quelques secteurs socio-économiques étroitement liés à la politique de développement.

Mots-clés: Révolution, développement, Enquête, perception, niveau de vie, chômage, éducation.

Abstract:

The principal aim of this paper is to analyze the perceptions of young graduates on various aspects of the problems of development in Tunisia (after the revolution), thanks to the results of an inquiry. The first part will focus on a brief study of the factors of the revolution and its main challenges. Our interest will be focused in the second part of the article on the perception of young people in some socio-economic sectors, linked to development policy.

Keywords: Revolution, development, Inquiry, perception, standard of living, unemployment, education.

* Auteur correspondant, nsira2002@yahoo.fr

1- Introduction

Huit ans après la révolution tunisienne (du 14 janvier 2011), les performances des différents gouvernements de transition semblent contradictoires : en dépit de l'existence de certains acquis indéniables (notamment les premières élections libres, les libertés politiques, les libertés d'expression et d'opinion...), le bilan de la période transitoire demeure négatif (notamment au niveau socio-économique) et on peut même parler d'une impasse économique et sociale. Ceci explique le pessimisme d'une part importante de la population et *la perception négative* de la situation politique et socio-économique actuelle, et ce comme le montrent les résultats de plusieurs sondages d'opinion réalisés récemment. C'est précisément dans ce cadre que s'inscrit cet article.

Si, dans des travaux antérieurs, on a essayé d'analyser les principaux facteurs de cette révolte et les limites essentielles de la politique développementiste (notamment les disparités régionales et le chômage des diplômés), notre objectif -dans cet article- est focalisé sur l'analyse de la perception des jeunes diplômés sur divers aspects relatifs au développement après la révolution (et ce grâce aux résultats d'une enquête) ; ceci concerne surtout certains domaines socio-économiques primordiaux constituant une dimension fondamentale de la politique de développement, en particulier le niveau de vie, le chômage et l'éducation.

Notre souci dans cet article sera donc de répondre aux questions suivantes : Quels sont les principaux facteurs et défis de la révolution tunisienne (en particulier au niveau socio-économique) ? Quelle est la perception des jeunes diplômés (après la révolution) quant à la politique développementiste et ses principales composantes ? Est-ce que l'espoir des jeunes tunisiens a été "confisqué" après la révolution ?

Ainsi, notre idée centrale (et notre hypothèse principale) sera la suivante : *Les problèmes de développement, qui étaient à l'origine de la révolution, persistent encore dans la Tunisie post-révolutionnaire (voire s'aggravent), selon la perception des jeunes diplômés enquêtés.*

Pour répondre à ces questions, nous introduirons notre propos par une analyse succincte des facteurs de la révolution tunisienne, ses défis et ses enjeux, notamment au niveau socio-économique et de la politique développementiste. Nous allons procéder, par la suite, à l'analyse de la perception des jeunes sur quelques secteurs socio-économiques

étroitement liés à la politique de développement, en particulier le niveau de vie, le chômage, l'emploi et le secteur de l'éducation.

I- La Tunisie après la révolution : les facteurs, les défis et le bilan

1. Les facteurs économiques et sociaux

Les facteurs politiques ont été déterminants dans le déclenchement des événements de la révolution, et ce pour de nombreuses raisons notamment l'appropriation du pouvoir, l'exclusion politique et la création d'un "vide" politique ainsi que l'aggravation de la surveillance policière et de la répression et la « patrimonisation » de l'État, l'accroissement de la corruption et du népotisme et les défaillances flagrantes du système de gouvernance.

Outre le facteur politique, la problématique économique et sociale a été, sans doute, la pierre angulaire de la révolte. On peut même dire que c'est la dimension économique et sociale (du mouvement de protestation) qui a fait la révolution tunisienne. Plusieurs facteurs socio-économiques peuvent être cités ; les plus importants sont les suivants:

* *l'inégal développement et l'importance des disparités régionales* : comme on l'a analysé dans des recherches précédentes, en dépit de la "bonne gestion" macroéconomique et de l'amélioration indubitable des différents indicateurs de développement, le développement régional en Tunisie demeure inégal nettement caractérisé par l'ampleur des inégalités économiques et sociales entre l'intérieur marginalisé et dominé (la périphérie) et le littoral (ou le centre) avec ses régions les plus développées et les mieux loties. On peut même affirmer qu'il y a plusieurs Tunisies dans le même pays distinguant « la Tunisie développée » et la « Tunisie sous-développée » et on peut parler (à l'instar de J.F.Gravier) d'un déséquilibre menaçant l'avenir du pays avec « le littoral et le désert tunisiens » (A.Bousnina, 2012, p.295).

* *l'importance du chômage, en particulier celui des diplômés* : le soulèvement du peuple tunisien et la révolte tunisienne ont fait apparaître les difficultés d'insertion des jeunes et leur exclusion du marché de l'emploi. La tentative de suicide (par immolation) de M. Bouazizi, qui était à l'origine des émeutes et du déclenchement de la révolution, reflète le désespoir et l'humiliation d'une part importante des jeunes, en particulier les diplômés du supérieur qui, après des années d'études, de sacrifices et d'efforts considérables, se trouvent exclus, marginalisés, humiliés et sans statut social. Les chiffres sont très éloquentes à cet égard.

Les effectifs des chômeurs ont connu un accroissement considérable puisqu'ils sont passés de 245 mille personnes en 1984 à 433 mille en 2004, à plus de 522 mille en 2008 et le nombre de chômeurs a dépassé 705 mille en 2011. Ce qui est plus grave c'est que cette exclusion touche de plus en plus les ressources humaines qualifiées et les diplômés du supérieur, puisque le volume des diplômés en chômage a connu une augmentation vertigineuse.

Contrairement à ce que postulent les différentes *approches du capital humain*, notamment celle de Gary Becker qui stipule que la productivité des mieux formés est la plus forte et qu'ils risquent moins que les autres de se retrouver en chômage (Gary Stanley Becker, 1975) on remarque que le taux de chômage des diplômés du supérieur (ayant un niveau d'instruction largement supérieur aux autres catégories) dépasse - dans tous les gouvernorats - le taux de chômage global. En effet, les effectifs de cette catégorie de chômeurs ont "explosé" durant les trois dernières décennies ; ils ont été multipliés par plus de 404 fois, en passant de 500 chômeurs en 1980 à près de 140 mille en 2010 et à plus de 202 mille en 2011. Durant la dernière décennie, cette "explosion" est très importante avec un nombre de chômeurs passé de 21 mille en 1999 à plus de 202 mille actuellement. Le taux de chômage des diplômés a connu une accélération très forte en passant de 3.4% en 1994 à près de 23% en 2010 et à plus de 29% en 2011. Dans certaines régions, le taux de chômage des diplômés du supérieur a atteint des taux préoccupants dépassant le cap de 30% (notamment au Nord Ouest, au Centre Ouest et au Sud Ouest) et parfois même le niveau de 35% (à Jendouba, Siliana, Kasserine, Kébili et surtout à Gafsa où il dépasse 42%) (J.M. Plassard et S. Ben Sedrine, 1998 et A. Bousnina, 2013, pp. 45-70).

* *l'importance des inégalités sociales* : si la pauvreté monétaire (ou la pauvreté absolue) a nettement reculé, l'utilisation d'autres approches montre que la pauvreté relative (ou la pauvreté multidimensionnelle) est encore très élevée (près de la moitié dans la plupart des régions intérieures). En outre, les inégalités sociales peuvent être attestées par l'importance de la concentration des revenus et des dépenses entre les mains d'une petite frange de la population la plus riche dont les revenus ont connu une croissance très rapide contrairement aux plus défavorisés. En fait, les inégalités sociales ont indéniablement augmenté durant les vingt dernières années du fait de la précarisation du monde du travail et de la baisse tendancielle des salaires, du fait également de l'inefficacité accrue de la politique de protection sociale, incapable d'étendre son

intervention aux catégories sociales à faibles revenus, aux temps partiels, aux travailleurs de l'informel ou aux chômeurs (Hamza Meddeb, 2010, p.58).

* *Les limites et "l'épuisement" du modèle de développement tunisien* : Si les institutions internationales ont souvent présenté la Tunisie comme un « bon élève » économique (et comme un pays émergent), les performances économiques et sociales de ces dernières années montrent les différentes limites du "miracle économique" tunisien : en premier lieu, « les *blocages* auxquels la Tunisie est confrontée reflètent l'épuisement de son modèle de développement, impuissant à se renouveler malgré les changements sociaux et les bouleversements internationaux survenus depuis un demi-siècle [...] La trajectoire tunisienne suggère que les politiques sociales n'ont pas su se transformer et sont restées centrées sur le salariat et les populations déjà insérées dans le système productif. La difficulté à toucher les populations exclues a aggravé les inégalités. Dans un contexte d'érosion de leurs capacités d'intervention, le désir des autorités étatiques de contrôler la population et le changement s'est accompagné d'une théâtralisation de l'action sociale économiquement inefficace et incapable d'insérer les "*oubliés du développement*" dans des dynamiques ascendantes » (Hamza Meddeb, 2010, p.87).

Ces limites du modèle tunisien et l'importance des inégalités (régionales et sociales notamment) montrent qu'il y a eu réellement une *croissance sans développement*. En effet, « on a laissé dérapier l'inflation, renchérissant le « panier de la ménagère », et on a créé des emplois de « survie », mais peu d'opportunités ont été offertes aux *jeunes qualifiés*. Certes, certaines élites s'accommodaient de cette situation tant qu'elles en récoltaient certains dividendes. Mais il est clair que le système s'est gangrené, décourageant le secteur privé, l'esprit d'initiative et d'entreprenariat, à telle enseigne que peu de grandes entreprises ont pu voir le jour en Tunisie [...] Tous les théoriciens du développement le savent, une modernisation autoritaire peut fonctionner quelque temps, mais rarement longtemps. La déconnexion entre croissance économique et réforme politique finit toujours par produire ses effets toxiques : développement d'un capitalisme clientéliste et prédateur, manque de transparence, manque de sécurité juridique et, finalement, érosion de l'efficacité du système et de son attractivité pour les investisseurs extérieurs » (Bichara Khader, 2011, p 11).

En résumé, les facteurs et les causes de la révolte tunisienne sont multiples et ils concernent concomitamment le politique, l'économique, le social... et c'est la conjonction et l'imbrication des facteurs (mais aussi d'acteurs) qui a rendu la révolution possible. Selon les termes de B.Hibou, « il n'existe *pas de relations de causalité* entre situation économique et révolte populaire mais cette dernière résulte de *l'interaction complexe de processus nombreux* qui mobilisent aussi des compréhensions différenciées de la justice, de la dignité et du bien public, des perceptions différenciées de la légitimité de l'ordre politique présent et de celle de l'ordre politique passé (qu'il soit réel ou supposé), des normes et pratiques issues d'éthiques collectives. La vie quotidienne des dominés ne peut être perçue comme la seule recherche de bien-être et de survie, l'adaptation à des dispositifs, des pratiques et des valeurs venues « d'en haut », elle doit aussi être comprise comme le champ de production autonome, de la part des dominés, de normes, de principes et de valeurs tels la justice, la dignité, le respect » (Béatrice Hibou, 2011, p8).

Tels sont les principaux facteurs de la révolution tunisienne, quels en sont les principaux défis ?

2. La Tunisie après la révolution : les défis et les enjeux économiques et sociaux

Outre les défis politiques (l'avenir de la révolution dépend essentiellement de la réussite de la transition vers la démocratie et du changement du régime et des pratiques politiques qui prédominaient pour longtemps), les défis économiques et sociaux sont primordiaux dans la Tunisie post-révolutionnaire.

L'un des principaux défis économiques de la Tunisie après la révolution est lié à la nécessité de revoir le modèle de développement. Pour cela, repenser ce modèle de développement (et les modes de gouvernement qui lui sont associés) passe par certains axes primordiaux :

- Les limites du modèle dualiste et de la spécialisation dans la sous-traitance bas de gamme
- L'économie agricole
- Le système des incitations et la politique fiscale
- Reformuler les politiques de service public (Réseau Euro-méditerranéen des droits de l'Homme, 2011, pp 67-77).

Selon certains experts (en l'occurrence Hakim Ben Hamouda), il est même nécessaire de réaliser "une révolution économique", qui met en

place les conditions de la transparence, de la concurrence loyale et les règles de la bonne gouvernance. On a aussi besoin de renforcer les infrastructures pour lier les régions de l'intérieur. En outre, il est nécessaire de sortir de la trappe des pays intermédiaires, c'est-à-dire des pays qui se trouvent coincés dans un modèle économique à faible coût de main-d'œuvre. D'où l'importance de concentrer, désormais, tous nos efforts sur les nouvelles technologies et les activités à haut potentiel de valeur ajoutée et d'intelligence (<http://www.realites.com.tn> ; Publié le 16/05/2012).

Dans ce cadre, le rapport de l'International Crisis Group insiste sur la nécessité de "*relever les défis économiques et sociaux*", notamment la situation économique inquiétante et le risque de conflits sociaux.

Au niveau économique, « les facteurs socio-économiques qui ont contribué au soulèvement – chômage des diplômés, inégalités sociales et régionales, mal-développement, clientélisme au niveau local et régional – restent en effet d'actualité. Pire, ils se renforcent. Les chômeurs se multiplient et la situation économique se dégrade. Des analystes tunisiens s'accordent pour souligner que, depuis la fin de la dictature, la détérioration des grandes tendances économiques renforce les tensions sociales » (International Crisis Group, 2012, pp 7-14).

Au niveau social, « signe tangible de tension et d'impatience, les contestations ont crû, malgré les mesures sociales d'urgence mises en œuvre par le gouvernement [...] Les mouvements de contestation les plus déterminés sont surtout liés au chômage et au mal développement des régions. Ils mettent en scène de jeunes chômeurs de l'intérieur du pays qui se disent profondément déçus par l'immobilisme du gouvernement sur les questions relatives à l'emploi et à la réduction des disparités régionales. Ils sont beaucoup plus fréquents et répandus que les querelles et les polémiques opposant islamistes et laïcs, plus médiatisées en Europe, aux États-Unis et à travers le monde » (International Crisis Group, 2012, p.12).

En réalité, chaque gouvernement de transition est souvent confronté à des difficultés majeures, et il est sommé de répondre aux « problèmes économiques et sociaux urgents : ceux-là mêmes qu'a dévoilés la révolution tunisienne : le chômage des jeunes, en particulier celui de l'ES, et les problèmes de développement dans les régions de l'intérieur du pays qui, durant des décennies, n'ont pas bénéficié des mêmes taux d'investissement que le littoral. Le gouvernement se doit

également d'assister les entreprises ayant subi des dégâts et des pertes, de venir en aide aux familles nécessiteuses...» (Ghrib Baccar et Makni Ayssen, 2011, pp21-22).

Ainsi, les défis économiques et politiques auxquels sont confrontés les décideurs sont importants à plus d'un titre. A cet égard, le BAD a publié un rapport dans lequel plusieurs recommandations (économiques notamment) sont analysées et elles concernent surtout les réformes économiques, politiques et sociales. Les propositions les plus importantes sont les suivantes (BAD, 2012, pp 16-50):

* Libérer l'économie tunisienne des inefficacités liées à la gouvernance : les recommandations à court terme sont les suivantes : améliorer la transparence ; accroître la participation des citoyens aux affaires et la redevabilité (accountability) des pouvoirs publics ; renforcer le système bancaire; pour les recommandations sur la politique structurelle et à long terme, il s'agit de réduire le poids du secteur public dans l'économie et d'améliorer l'environnement des affaires et accroître la concurrence

*La croissance inclusive: une solution à l'inégalité sociale et aux disparités régionales : les recommandations à court et moyen termes sont les suivantes : réorienter l'affectation de ressources publiques vers les régions de l'intérieur et créer des emplois ; rendre les institutions de prestation des services publics redevables aux bénéficiaires; pour les recommandations sur la politique structurelle et à long terme, il s'agit de promouvoir une croissance inclusive soutenable, d'instaurer une gestion axée sur les résultats, transparente et décentralisée, au sein de l'administration, d'améliorer le système éducatif et l'orienter davantage aux besoins du marché, d'accroître l'efficacité du marché du travail et de réduire *l'inégalité sur le marché du travail*.

3. Le bilan de la période transitoire

En dépit de l'importance de tous les défis que connaît la Tunisie après la révolution (notamment au niveau politique et économique), *le bilan de la période transitoire* est grosso modo négatif (même s'il y a des acquis indéniables, en particulier les premières élections libres du 23 octobre 2011, les libertés politiques, les libertés d'expression et d'opinion depuis le 14 janvier...):

- au niveau politique : en dressant un bilan sommaire du gouvernement légitime (élu le 23 octobre), le Professeur Yadh Ben Achour évalue les "performances" de la Troïka dans les termes suivants : "Pas un seul des

grands dossiers prioritaires pour le pays depuis la révolution n'a bougé d'un iota. Qu'il s'agisse d'économie, d'équilibre régional, de justice transitionnelle, etc. *Le gouvernement mérite un zéro de conduite*. La situation sociale est tendue. L'administration est déstabilisée... (Yadh Ben Achour, 2012).

-au niveau économique et social: sur ce plan, certains observateurs parlent même de "*l'impasse économique et sociale*" qui est due à de nombreuses causes : la persistance, voire l'aggravation, du chômage et du sous-emploi, des inégalités régionales inchangées, un nouveau modèle de développement inexistant, une gouvernance économique dangereusement inefficace, une politique démagogique et électoraliste d'Ennahdha (et des dépenses excessives qui ont connu un niveau rarement connu dans le pays) (Sadok Belaid, 2012, pp.16-17).

Pour ces raisons, on peut parler, à l'instar du Pr. Mahmoud Ben Romdhane, d'un "*bilan très lourd*" inhérent à plusieurs indicateurs, puisque « l'activité industrielle est en régression prononcée, les services sont stagnants (sauf les services non marchands représentés par les salaires [...]) Les régions délaissées, quant à elles, le sont encore plus; elles s'appauvrissent et s'enfoncent chaque jour dans la misère. Les prix flambent [...] le niveau et la qualité des services se sont détériorés de manière spectaculaire l'administration fonctionne au ralenti [...] Notre image auprès de la communauté financière s'est fortement détériorée, (on peut prendre les exemples de) l'agence de notation Standard and Poors ou le Forum Économique Mondial » (Mahmoud Ben Romdhane, 2012, p2).

Au-delà de ces considérations sur l'évaluation du bilan de la période transitoire, sur les facteurs de la révolution et ses principaux défis, il est nécessaire de s'intéresser à la *perception* des individus concernés directement par cette problématique, en l'occurrence les jeunes diplômés. C'est sur quoi on va se pencher dans la deuxième partie de l'article.

II- La perception des problèmes de développement. Résultats d'une enquête auprès des jeunes diplômés

1- Les objectifs de l'enquête :

L'objectif fondamental de l'enquête est l'analyse des perceptions de la population (en particulier les jeunes diplômés) sur divers aspects relatifs à la problématique population/ développement en Tunisie.

Cette population concerne les individus ayant un niveau d'instruction supérieur, c.-à-d. les jeunes ayant réussi leur bac et ayant suivi au moins une année de l'enseignement supérieur (ceci concerne la plus grande part de notre échantillon, soit plus de 94%, que nous avons complété par une trentaine d'enquêtés qui n'ont pas les caractéristiques requises -âge et niveau d'instruction- pour avoir l'effectif exact de notre échantillon).

Pour ce faire, notre étude et notre questionnaire ont été basés sur deux thèmes principaux : la population et le développement humain.

Parmi les principaux centres d'intérêt du premier thème, on peut citer notamment la perception des jeunes en matière de population, de natalité, de nuptialité, de croissance démographique et leur vision concernant le vieillissement et la migration (interne et internationale).

Quant au second thème relatif au développement humain, on vise surtout à :

- analyser la perception de la population concernant le niveau de vie et les ressources matérielles et financières disponibles
- étudier la perception des jeunes sur la crise du chômage, son importance et ses principales causes et explications
- dégager les perceptions relatives à l'éducation, ses priorités et les propositions pour améliorer le niveau de l'enseignement en Tunisie.

Dans cet article, on va focaliser notre intérêt sur ce second thème et sur la perception des problèmes de développement par les jeunes diplômés.

2- La population interviewée et l'élaboration de l'échantillon :

L'échantillonnage a été réalisé grâce à la méthode des quotas, selon laquelle l'échantillon doit avoir la même composition que la population totale selon certains critères bien définis. Pour notre part, nous avons choisi le niveau d'instruction et l'âge pour recueillir l'opinion et la perception du développement par une proportion de la population de référence qui représente les jeunes ayant un niveau d'instruction supérieur (la population ayant un niveau supérieur, selon l'enquête population emploi 2011, est égale à 1070 mille personnes ; notre taux de sondage étant de 1/2000, notre échantillon est donc égal à 535 individus).

Les caractéristiques de notre échantillon sont données par le tableau suivant :

Tableau n°1 : Répartition de l'échantillon selon l'âge et le sexe

Caractéristique	Effectif	%
Sexe		
Hommes	273	51,0
Femmes	262	49,0
Age		
20-25	161	30,1
25-30	214	40,0
30-39	131	24,5
40 ans et plus	29	5,4
Ensemble	535	100

D'autre part, nous avons intégré le groupe d'âge 30-39 ans dans notre étude pour de nombreuses raisons, notamment le retard de l'âge au mariage (plus de 35 ans pour les hommes et plus de 30 ans pour les femmes) (J. Vallin et T. Locoh, 2001), le retard de l'autonomie financière, l'allongement de la durée d'études, le retard de l'âge du premier enfant, l'occupation d'un emploi stable à un âge relativement élevé (CREDOC, 2012, pp.2-9).

On doit noter, à ce titre, la concentration du niveau supérieur dans le groupe d'âge 20-39 ans (plus de 820,8 mille, c.-à-d. près de 77% de l'ensemble de la population ayant un niveau supérieur, dont 188 mille dans le groupe d'âge 30-34 ans et 108 mille dans la tranche d'âge 35-39 ans).

3- Le niveau de vie :

L'étude de la perception des jeunes quant aux ressources et au niveau de vie montre une certaine insatisfaction générale. Près de 60% des tunisiens enquêtés estiment que leurs ressources sont insuffisantes pour satisfaire aux besoins de la famille; parmi cette catégorie, près de 10% des enquêtés pensent que ces ressources sont très insuffisantes.

Tableau n°2 : Les ressources et les besoins

Question : Pour satisfaire aux besoins de votre famille, vos ressources actuelles sont-elles :		
	Effectif	%
Suffisantes	215	40,1
Insuffisantes	267	50,0
Très insuffisantes	53	9,9
Ensemble	535	100

Les raisons de cette insatisfaction sont multiples. On peut citer notamment l'augmentation des prix sans accroissement des salaires, *la détérioration du pouvoir d'achat et l'augmentation rapide du taux d'inflation*, le coût de vie élevé, la faiblesse des salaires, la croissance des besoins de la vie moderne contre une stagnation des ressources, les dépenses supérieures aux ressources...

Par contre, 40% des enquêtés pensent que leurs ressources sont satisfaisantes et suffisantes (grâce, entre autres, au salaire qui est suffisant, à la rationalité dans la consommation, à la situation de célibataire -ou parfois à la petite famille- ou à la réalisation de l'équilibre entre les ressources et les dépenses).

D'autre part, et en ce qui concerne l'évolution du niveau de vie par rapport aux cinq dernières années (voir le tableau n°3), 36% des personnes interrogées pensent que ce niveau de vie s'est amélioré par rapport au passé récent contrairement à 37% des enquêtés qui estiment que la situation s'est détériorée, alors que le quart de la population interviewée pense qu'il n'y a pas eu de changement.

Tableau n°3 : L'évolution du niveau de vie actuel

Question : Pensez-vous que votre niveau de vie actuel est supérieur ou équivalent ou inférieur à ce qu'il était il y a 5 ans ?		
	Effectif	%
Supérieur	195	36,5
Équivalent	138	25,8
Inférieur	202	37,7

Ensemble	535	100
----------	-----	-----

Bien entendu, les explications des réponses sont différentes selon la situation. Pour la première catégorie, ce changement positif est expliqué par l'amélioration de la rémunération, le développement de la carrière professionnelle (ou la promotion dans l'emploi).

Par contre, pour les deux autres catégories, la stabilisation ou la détérioration de la situation est due à de nombreux facteurs, notamment la croissance des salaires (qui est faible alors que l'inflation est très élevée), la baisse du pouvoir d'achat, la dévaluation du dinar, le déséquilibre entre les ressources et les exigences de la vie (la faiblesse des salaires par rapport à l'augmentation rapide des prix, notamment "après l'anarchie et le chaos total depuis la révolution du 14 janvier 2011", selon les termes de quelques enquêtés).

A cet égard, et comme l'a stipulé une part importante des interviewés, les jeunes sont "les grands perdants" de la révolution tunisienne (en dépit de certains acquis indéniables, surtout la liberté d'expression et les libertés politiques), à cause de la crise économique et sociale durant les trois dernières années, et ce malgré le rôle majeur de la capacité créatrice et innovatrice de la jeunesse durant le soulèvement populaire de 2011 et pendant les mouvements de protestation avant et même après le 14 janvier (*le développement humain* et l'amélioration du niveau éducatif de la population ont joué ici un rôle prépondérant. Voir, à ce propos, l'excellent article de Randall Kuhn, 2012, pp. 649-683).

Par rapport à l'avenir, l'incertitude est très grande (voir le tableau n°4) : près des deux tiers de la population interrogée ne se prononcent pas sur leur situation après 5 ans; pour ceux qui ont répondu, les "pessimistes" et les "optimistes" ont quasiment la même proportion (près de 17%). La plupart des enquêtés pensent que la situation de la Tunisie en général (et surtout au niveau économique et politique) rend toute projection incertaine à cause du climat économique et des différentes tensions politiques, en particulier après la révolution du 14 janvier.

S'agit-il ici de "*l'oubli du mouvement social*" comme le stipule B.Hibou, puisque les considérations économiques et sociales restent secondes face à la résurgence du débat sur la laïcité et la place de la religion dans la société ? En fait, « Rien ou très peu n'est aujourd'hui discuté sur les conditions d'intégration des jeunes, des diplômés et de façon plus générale des chômeurs et des plus pauvres dans la société et

notamment dans le marché du travail ; rien ou très peu est fait pour penser les questions de l'injustice et de l'inégalité économique et sociale ; rien ou très peu est proposé pour répondre aux questions existentielles que des pans entiers de la population, les oubliés du "miracle économique", ont posées depuis quelques mois en exigeant reconnaissance, dignité et respect » (B.Hibou, 2011, pp.4-5).

Tableau n°4 : L'évolution du niveau de vie dans l'avenir

Question : Selon vous, dans 5 ans, votre niveau de vie sera meilleur à ce qu'il est maintenant ?		
	Effectif	%
Oui	99	18,5
Non	89	16,7
Je ne sais pas	347	64,8
Ensemble	535	100

Si l'on veut faire une conjugaison des deux attitudes, rétrospective et projective (cette idée de conjugaison des attitudes a été réalisée par A.Girard et H.Bastide, 1960, et elle a été utilisée aussi par A.Bouraoui et S.Sahli, 1974), on peut dégager trois types de comportement :

-les optimistes qui trouvent que leur niveau de vie s'est amélioré par rapport au passé et s'améliorera dans le futur ; ils représentent près de 13% de notre échantillon

-les pessimistes qui constatent que non seulement leur situation présente ne s'est pas améliorée mais qu'elle risque de se détériorer dans les années à venir ; ils représentent près de 15% de la population enquêtée

-il y a ceux qui n'appartiennent pas aux deux premières catégories et qu'on peut appeler les "incertains", qui précisent leurs attitudes par rapport au passé mais hésitent à répondre par rapport à l'avenir ; ils représentent près des deux tiers de la population observée.

4- Le chômage :

Dans un travail antérieur, nous avons montré -grâce à l'analyse statistique notamment- l'importance du chômage en général et celui des diplômés du supérieur en particulier (avec des taux très élevés dans les régions intérieures de la Tunisie, avoisinant le niveau de 30% et dépassant même 40% pour le taux féminin dans certains gouvernorats) (Adel Bousnina, 2013, pp. 45-75).

Dans ce paragraphe, on va focaliser notre intérêt sur la perception de la crise du chômage par les jeunes. A cet égard, et en dépit de tous les

efforts déployés depuis des décennies, l'inquiétude semble saisir la quasi-totalité des enquêtés concernant l'emploi. En effet, plus de 98% des interrogés pensent qu'il y a une crise de chômage en Tunisie et moins de 2% nient l'existence de cette crise.

L'importance de la crise du chômage est confirmée par la majorité des enquêtés : près de 74% jugent cette crise très importante, plus de 25% pensent qu'elle est importante et seulement 2% estiment qu'elle est peu importante.

Tableau n°5- L'existence d'une crise du chômage en Tunisie

Question : Y-a-t-il une crise de chômage en Tunisie ?		
	Effectif	%
Oui	525	98,2
Non	10	1,8
Ensemble	535	100

L'importance de la crise du chômage est confirmée par la majorité des enquêtés : près de 74% jugent cette crise très importante, plus de 25% pensent qu'elle est importante et seulement 2% estiment qu'elle est peu importante. Même pour cette dernière catégorie, très rares sont ceux qui minimisent l'importance du chômage mais ils pensent que ce dernier est volontaire dans plusieurs cas, puisque les jeunes sont de plus en plus exigeants (dans certains secteurs, comme l'agriculture ou les BTP, il y a une pénurie de la main d'œuvre).

Tableau n°6- L'importance de la crise du chômage :

Question : Cette crise est-elle importante ?		
	Effectif	%
Très importante	392	73,2
Importante	132	24,7
Peu importante	11	2,1
Ensemble	535	100

Les raisons invoquées pour expliquer l'importance du chômage sont multiples. On peut citer, à titre d'exemple, la faiblesse de la création d'emploi, l'absence des programmes efficaces d'emploi, la révolution et la crise politique, la crise économique (au niveau national et international), le modèle de développement (peu créateur d'emplois), l'importance de la corruption, la mauvaise gestion des affaires de l'État, l'absence d'une volonté politique, la centralisation des pôles économiques... Selon les

termes de l'un des jeunes enquêtés, cette crise du chômage "est l'une des causes du déclenchement de la révolution en Tunisie, et elle continue à être l'une des causes des mouvances populaires de protestation dans le pays".

Même après la révolution, la corruption et le clientélisme continuent à être les moyens les plus efficaces pour accéder à l'emploi. A ce titre, analysant l'importance du facteur personnel et familial, certains économistes parlent même d'un « *capital familial* ». Selon Mahmoud Ben Romdhane, « dans l'hypothèse où la faible performance des services publics et le rôle mal défini des opérateurs privés ne seraient pas significativement modifiés, *la sélectivité sociale du marché du travail* et la précarité de l'emploi risquent de s'institutionnaliser. C'est dans cette situation de précarisation institutionnelle que se retrouvent aujourd'hui les *jeunes sans capital familial* à la recherche d'un emploi » (Mahmoud Ben Romdhane, 2011, p.182).

Par ailleurs, les perspectives d'avenir montrent le pessimisme de la plupart des jeunes enquêtés. Contrairement à la situation quelques décennies auparavant (où « l'avenir était perçu avec sérénité », et où pour la majorité des enquêtés, la crise de chômage sera moins aigue (Bouraoui A. et Sahli S., 1974, pp 43-49), près des deux tiers de notre échantillon pensent que cette crise sera plus aigue à cause des difficultés d'insertion professionnelle rencontrées et des taux de chômage très élevés (surtout pour les femmes et les jeunes), tandis que la proportion des "optimistes" ne dépasse pas 27%.

Tableau n°7- La crise du chômage dans le futur :

Question : Dans les années à venir cette crise sera :		
	Effectif	%
plus aigue	334	62,5
moins aigue	145	27,1
Inexistante	03	0,5
Je ne sais pas	53	9,9
Ensemble	535	100

D'autre part, il est à noter que cette crise de chômage concerne surtout les jeunes (puisque'elle est liée aux difficultés rencontrées par cette catégorie sur le marché du travail). C'est pourquoi on a consacré quelques questions relatives à l'emploi des jeunes diplômés. A cet égard, seulement 1.6% des personnes interrogées pensent que les jeunes trouvent aujourd'hui un emploi facilement, alors que 43% des enquêtés

estiment qu'ils trouvent un poste difficilement et plus de 55% très difficilement.

Tableau n°8- L'emploi des jeunes

Question : Les jeunes trouvent-ils aujourd'hui un emploi ?		
	Effectif	%
Facilement	09	1,7
Difficilement	231	43,2
très difficilement	295	55,2
Ensemble	535	100

Les explications des difficultés de l'insertion et de l'emploi sont nombreuses. Il s'agit surtout, selon les termes des enquêtés, du déséquilibre entre l'offre et la demande, de la situation économique et la crise de l'économie tunisienne, du nombre très élevé des jeunes demandeurs d'emplois, du tissu économique faible (la plupart des entreprises sont des PME ayant une faible capacité créatrice d'emploi), de la révolution et la fermeture de plusieurs entreprises, de la baisse sensible des investissements (créateurs d'emplois), de l'importance de la crise politique en Tunisie, de l'inadéquation entre la formation et l'emploi, de la centralisation économique et politique... Néanmoins, et comme le stipule M.Guen, le chômage « n'est pas seulement une affaire d'investissement. Sa réduction et sa maîtrise nécessitent une réforme fondamentale du système éducatif qui doit être axé sur les mathématiques, les sciences et la technologie, ainsi que la formation professionnelle. Il faut qu'il produise des diplômés "employables"» (M.Guen, 2013, p. 9).

Pour les perspectives d'avenir de l'emploi des jeunes, le "pessimisme" est, encore une fois, dominant puisque 83% des enquêtés pensent que, dans dix ans, les jeunes trouveront un emploi difficilement ou très difficilement.

Tableau n°9- L'emploi des jeunes dans le futur

Question : Dans 10 ans, les jeunes trouveront-ils un emploi ?		
	Effectif	%
Facilement	60	11,2
Difficilement	277	51,8
Très difficilement	166	31,1
Je ne sais pas	32	5,9
Ensemble	535	100

Pour les "optimistes", le nombre des jeunes demandeurs d'emploi va diminuer, ce qui pourrait générer une baisse de la pression sur le marché du travail ; en outre, la Tunisie pourrait connaître une certaine stabilité économique et politique dans les années à venir.

Par contre, la plupart de notre échantillon lie son "pessimisme" à plusieurs facteurs : selon certains, "la crise actuelle nécessite des décennies pour restructurer l'économie" ; selon d'autres, le marché du travail sera plus saturé (il y aura plus de pression des jeunes), déjà, le nombre de demandeurs est très élevé, et ça risque de s'aggraver avec l'accroissement de la demande additionnelle ; de plus, "il n'y a pas de planification économique efficace et on remarque nettement l'absence de stratégie à moyen et à long terme pour lutter contre le chômage".

A ce titre, on doit noter que la date de l'enquête et son contexte aussi peuvent être des facteurs explicatifs de cette tendance. En effet, notre enquête a été réalisée dans un contexte marqué par des tensions politiques très importantes (notamment après l'assassinat de l'opposant M. Brahmi) et une situation économique très difficile (en particulier "le déficit d'investissement" et le climat des affaires qui n'est pas très propice à la création d'entreprise).

Cette tendance négative et pessimiste est confirmée par d'autres études (réalisées par certains organismes de recherche après la révolution tunisienne), parfois antérieures à notre enquête. A titre d'exemple, l'enquête réalisée par Sigma Conseil (en septembre 2012) montre que 70% des enquêtés estiment que le pays n'est pas sur la bonne voie (contre 24% qui sont optimistes) et 74% pensent que la situation économique est inquiétante et que l'économie tunisienne est dans une situation déplorable. Pour le bilan du gouvernement, sa perception par les citoyens est très négative (86% des enquêtés pensent que le gouvernement n'a pas réussi dans la maîtrise de l'inflation ; ce chiffre est de 82% pour la lutte contre le chômage et la promotion de l'emploi et de 60% pour la lutte contre la corruption) (Journal : Le Maghreb n°337 du 28/09/2012).

5- L'éducation :

Depuis l'indépendance, le passage d'un enseignement élitiste à un enseignement de masse et le caractère public du système d'enseignement ont généré une progression spectaculaire et une croissance remarquable des effectifs des élèves et des étudiants qui peuvent être confirmées par de multiples indicateurs. À titre d'exemple, entre 1956 et 2010, cet effectif des étudiants est passé de 2268 à 357472 enregistrant une

croissance annuelle moyenne de près de 10% (pour l'enseignement secondaire, ce nombre est passé de 31 mille à plus de 1006 mille durant la même période).

Au niveau de la perception, l'augmentation du nombre d'élèves et d'étudiants suscite de nombreuses questions sur l'utilité d'un tel accroissement.

Près d'un tiers de la population enquêtée estime inutile cette augmentation des effectifs ; selon les termes de certains interviewés, "un élève (ou un étudiant) c'est un futur chômeur" car il n'y a pas de débouchés pour les diplômés (surtout pour ceux du supérieur), ce qui aggrave davantage le chômage des diplômés ; ceci est conjugué à la faiblesse du niveau des élèves et des étudiants et à la baisse de la qualité de l'enseignement en général (et de l'enseignement supérieur en particulier).

Plusieurs indices et de nombreuses études soulèvent des interrogations quant à la qualité du système éducatif en Tunisie. Parmi ces études, on trouve notamment le Programme international pour le suivi des acquis des élèves, qui vient de publier les résultats de son enquête opérée en 2012 dans 65 pays appartenant à l'OCDE ou partenaires de l'organisation. La Tunisie est en 59ème position avec un score de 388 en mathématiques. Elle arrive derrière la Turquie (44ème avec un score de 448) et les Émirats Arabes Unis (48ème avec un score de 434), et devance la Jordanie (61ème avec un score de 386) et le Qatar (62ème avec un score de 376). La Tunisie a un score de 404 en compréhension de l'écrit (570 pour Shanghai) et de 398 en sciences (580 pour Shanghai). Avec ses notes, la Tunisie est classée parmi les dix derniers dans le classement PISA et elle se trouve entre les pays dont le pourcentage d'élève très performants est nettement inférieur à la moyenne de l'OCDE (OCDE, 2013).

D'autre part, une proportion importante des diplômés enquêtés estime qu'il n'y a pas une concordance entre la formation et l'emploi et que le niveau élevé du chômage trouve l'une de ses explications dans cette inadéquation du système de formation. Selon certains auteurs, « les facteurs majeurs explicatifs de l'inadéquation de ce système par rapport aux besoins mis en avant sont : une déconnexion de la répartition des flux d'élèves formés par rapport à leur destinée professionnelle et *un système universitaire très faiblement attentif aux signaux des marchés* »(M.Ben Romdhane, 2011, p.181).

Cette vision confirme plusieurs analyses sociologiques, notamment celle de Pierre Bourdieu, puisque la croissance rapide des effectifs des diplômés s'est traduite - sur le plan qualitatif - par « *l'inflation des titres scolaires* » (selon les termes de Bourdieu), car *le diplôme - de plus en plus fréquent - perd sa valeur et devient lié à la valeur ou à la classe sociale de son porteur* : « Il y a dévalorisation par simple effet d'inflation et aussi du fait du changement de "la qualité sociale" des détenteurs de titres [...] un titre qui devient plus fréquent est par là même dévalué, mais perd encore de sa valeur parce qu'il devient accessible à des gens "sans valeur sociale". » (Pierre Bourdieu, 1993, p.148).

Cependant, et en dépit de cette relation éducation/chômage, les deux tiers de la population enquêtée ont une attitude favorable à l'égard des études et donnent une importance capitale à l'instruction et à l'éducation (et à l'accroissement des effectifs des diplômés, tout en pensant, bien entendu, à la qualité de l'enseignement). Les motifs qui fondent cette opinion sont multiples : avoir une population instruite, éduquée et bien formée ; améliorer le niveau intellectuel de la population ; générer une plus grande valeur ajoutée ; considérer l'ignorance comme un handicap pour le développement du pays ; avoir de moins en moins de personnes analphabètes ; l'utilité de l'éducation pour avoir une économie du savoir ; le fait que la scolarité et l'éducation favorisent l'emploi (comme le stipule la théorie du *capital humain*)...

Tableau n°10- L'augmentation du nombre des élèves et des étudiants

Question : Le nombre des élèves et des étudiants augmente. Estimez-vous que ce soit utile ?		
	Effectif	%
Oui	355	66,4
Non	156	29,1
Oui et non	24	4,5
Ensemble	535	100

On doit noter, toutefois, "l'érosion" que connaît ce capital humain, surtout durant les deux dernières décennies. Comme l'a analysé M. Ben Romdhane, les ressources humaines de la Tunisie, son bien le plus précieux, sont exposées à un double mouvement : « Une dégradation spectaculaire de la qualité des acquis des élèves et des étudiants à tous les niveaux de l'enseignement, d'une part, une mise en friche croissante et de plus en plus flagrante du capital humain que les universités produisent chaque année, d'autre part. Résultat de la persistance de cette course vers

le fond, s'enclenche un cercle vicieux où l'absence de perspective d'emploi gratifiant génère le découragement des jeunes, celui-ci le désintérêt vis-à-vis des études et ce dernier la démoralisation des enseignants. La crise de l'enseignement est profonde et ses répercussions sensibles sur plusieurs plans: celui de la compétitivité de la nation, insérée dans une économie mondialisée, et plus crucialement, sur ce qui constitue le contrat social tunisien, à savoir la promotion sociale par le mérite » (M.Ben Romdhane, 2011, p. 281).

La problématique de l'adéquation formation/emploi se pose également en analysant les préférences relatives à la nature ou à l'orientation de l'enseignement (général ou technique).

On remarque, à ce sujet, que la part la plus élevée revient à l'enseignement technique avec 58% des réponses, soit plus que le double de la proportion des réponses préférant l'enseignement général.

Tableau n°11- L'orientation préférée de l'enseignement

Question : A quel enseignement faut-il donner la priorité ?		
	Effectif	%
à l'enseignement général	148	27,6
à l'enseignement technique	308	57,6
Les deux	79	14,8
Ensemble	535	100

Les facteurs cités par les différents enquêtés, pour justifier cette préférence pour l'enseignement technique, concernent souvent la primauté de cette relation formation/emploi et montrent, selon les termes des jeunes interrogés, la nécessité "de répondre aux besoins du marché de l'emploi", de "réorienter la main d'œuvre vers des secteurs plus innovateurs"; en outre, cet enseignement est plus demandé sur le marché de l'emploi et il facilite l'insertion dans la vie et le milieu professionnels ; de plus, "il faut s'adapter à la révolution technologique et maîtriser les NTIC et il faut être conscient de l'importance de l'utilisation des nouvelles technologies".

Ceci ne signifie pas que la population "dénonce" l'enseignement général, bien au contraire, plus du quart des enquêtés se prononce en sa

faveur (et ce à côté des 15% des jeunes qui accordent une importance majeure au deux types d'enseignement), et ce grâce à la polyvalence de l'enseignement général ou son rôle dans l'amélioration du niveau intellectuel des élèves, et comme l'exprime l'un des enquêtés, "les bases de l'enseignement sont les plus importantes ; actuellement, le niveau des diplômés est "catastrophique" ; avant de se spécialiser, il faut avoir le minimum nécessaire".

Notons, enfin, que le développement du secteur privé en Tunisie explique son choix par une partie non négligeable de la population (pour l'enseignement supérieur par exemple, les universités privées étaient totalement absentes avant 1993, tandis qu'elles accueillent en 2013 près de 22 mille étudiants). Seulement 36% des enquêtés pensent qu'il vaut mieux qu'il existe seulement des écoles de l'État, alors que près des deux tiers sont contre "le monopole de l'État" dans le secteur éducatif, et ce surtout pour "pallier les insuffisances du secteur public, dont les performances sont de plus en plus médiocres" (selon les termes de certains jeunes interviewés).

Tableau n°12- Le choix préféré de l'enseignement (public/privé)

Question : Vaut-il mieux qu'il existe :		
	Effectif	%
Seulement des écoles (et des universités) de l'État	194	36,2
A la fois des écoles (et des universités) de l'État et des écoles libres	341	63,8
Ensemble	535	100

Afin de dépasser les différentes limites du système éducatif, les jeunes enquêtés ont cité de nombreuses suggestions et plusieurs *propositions* visant l'amélioration du système de l'enseignement en Tunisie. Parmi ces suggestions, on peut citer les propositions suivantes :

-au niveau du contenu, réviser les programmes de l'enseignement et leur adaptation, renforcer l'étude des langues (surtout le français et l'anglais) et donner plus d'importance à la pratique (plutôt que les aspects théoriques)

-une meilleure sélection des professeurs, la lutte contre la corruption et le clientélisme (notamment dans le recrutement des professeurs) pour

sélectionner les meilleures compétences en toute transparence et l'amélioration de la formation et de la rémunération des enseignants

-développer les high tech, s'aligner sur le marché, la nécessité du benchmarking, l'importance du partenariat entre l'université et l'entreprise et la nécessité du partenariat avec les grandes écoles (et universités) du monde

-l'amélioration de l'infrastructure (écoles, lycées, universités...) et la nécessité de la baisse des effectifs et de la surcharge (nombre d'élèves ou d'étudiants par classe)

-développer l'investissement dans l'éducation et le capital humain et l'adéquation entre le système éducatif et le marché de l'emploi, développer l'enseignement "d'intelligence" et l'enseignement technique ; de plus, il faut plus d'adéquation et de complémentarité (au lieu de la rupture actuelle) entre l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur

- pour le bac et l'orientation, il faut plus de rigueur (et de sélection) dans les concours (surtout le bac) et il faut revoir le système d'orientation universitaire ; pour le bac notamment, on doit souligner la nécessité, sinon l'urgence, de supprimer le 25% du bac (moyenne de l'année dont le quart est inclus dans le calcul de la moyenne finale du concours)

-pour les différents niveaux, il faut développer le secteur de la recherche scientifique (notamment pour l'enseignement supérieur), et la nécessité, voire l'obligation, des stages (surtout pour le supérieur) ; pour le primaire et le secondaire, il faut plus de sélection dans l'enseignement et le retour à "l'ancien régime" (on doit supprimer le "passage automatique" au primaire et retrouver la sélection sévère et rigoureuse des élèves) et il faut plus de rigueur quant à l'application de la loi et de la discipline

-faire un diagnostic minutieux du système d'enseignement (surtout ses faiblesses) et ce aux différents niveaux (primaire, secondaire, professionnel et supérieur) par des spécialistes et des experts.

Parmi les propositions les plus "complètes" et les plus approfondies des interviewés, on peut citer les suggestions suivantes d'un jeune universitaire :

-réadapter l'enseignement primaire avec les moyens modernes propres à notre époque (exposés sous formes de documentaires en dessins animés, utilisation des ordinateurs avec des programmes pour enfants..). Pourquoi

? Attirer plus l'attention des élèves, rendre les études plus accessibles, plus attrayantes

-Renforcer les études des matières de bases (langues, mathématiques). Pourquoi ? Ces matières sont très utiles dans la vie professionnelle (quelque soit le niveau) mais aussi dans la vie quotidienne

-alléger le temps des études pour les enfants en primaire. Pourquoi? Éviter l'ennui des enfants à l'école

-renforcer les études par des activités extra scolaires (plus de sport, de théâtre, musiques ...). Pourquoi ? Ces activités permettront un équilibre idéal des étudiants et des élèves

-renforcer l'initiative personnelle ainsi que la responsabilité dès le jeune âge, à travers des choix de matières d'options, d'orientation et bannir l'esprit de l'apprentissage par cœur...Pourquoi ? Un étudiant sans opinion sera un futur travailleur mécanique sans imagination, sans créativité ce qui aura un impact sur le marché du travail, sur la compétitivité de nos entreprises...

-accompagner plus les professeurs dans leurs carrières en leur proposant des stages de formation...Pourquoi? Cela permettra aux professeurs d'acquérir plus de connaissances, plus de compétence et éviter ainsi le phénomène d'ennui chez les enseignants

-rapprocher les universités des entreprises, en impliquant les industriels dans le choix des options, des matières à enseigner, les sujets de stages... Pourquoi ? Avoir des profils de futurs travailleurs adaptés au marché du travail local et diminuer ainsi le taux de chômage.

Conclusion

Les principales conclusions qu'on peut tirer de l'analyse de la perception des jeunes diplômés tunisiens (quant au développement humain et aux différents secteurs socio-économiques) peuvent être résumées comme suit :

- une certaine insatisfaction générale pour le niveau de vie qui est expliquée par la détérioration du pouvoir d'achat et l'augmentation rapide du taux d'inflation. Par rapport à l'avenir, l'incertitude est très grande : près des deux tiers de la population interrogée ne se prononcent pas sur leur situation après 5 ans, et ce à cause du climat économique et des différentes tensions politiques après la révolution

-en ce qui concerne le chômage, la quasi-totalité des jeunes pense qu'il y a une crise de chômage en Tunisie ; près de 74% jugent cette crise très importante et plus de 25% pensent qu'elle est importante ; les perspectives d'avenir montrent le pessimisme de la plupart des jeunes enquêtés : près des deux tiers de l'échantillon pensent que cette crise sera plus aigue à cause des difficultés d'insertion professionnelle rencontrées et des taux de chômage très élevés, surtout durant les trois dernières années

-pour l'éducation, une part non négligeable des jeunes accorde une grande importance à l'inadéquation entre la formation et l'emploi et la considèrent comme l'une des principales causes du chômage des diplômés. Néanmoins, la plupart des enquêtés a une attitude favorable à l'égard des études et donne une importance capitale à l'instruction et à l'éducation (pour l'amélioration du capital humain).

Ainsi, les principaux problèmes de développement, qui étaient à l'origine de la révolution, persistent encore dans la Tunisie post-révolutionnaire (voire s'aggravent), selon la perception des jeunes diplômés enquêtés. Comme l'a analysé Laura Raim, le changement de régime ne peut pas altérer la structure économique du pays et résoudre par miracle tous ses problèmes (Raim Laura, 2011).

Par ailleurs, d'autres aspects doivent être étudiés pour pouvoir analyser minutieusement la perception de la population en général (et des jeunes en particulier) des différentes dimensions de la politique développementaliste en Tunisie. Outre les problématiques économiques classiques telles que la croissance ou l'inflation, la Tunisie est confrontée à plusieurs défis majeurs (qui pourraient être déterminants dans cette phase cruciale de l'histoire du pays), notamment le fonctionnement des différentes institutions (et subséquemment le clientélisme et la corruption), la gouvernance et la transition démocratique.

Bibliographie

1. Bousnina, A., Le littoral et le désert tunisiens. Développement humain et disparités régionales en Tunisie, Edition l'Harmattan, Paris, 2012.
2. Becker, G., Human capital: a theoretical and empirical analysis with special reference to education, Third edition, The University of Chicago Press, 1975.

3. Plassard J.M., et Ben Sedrine , S., Enseignement supérieur et insertion professionnelle en Tunisie, Presses de l'Université des Sciences Sociales de Toulouse, Toulouse, 1998.
4. Bousnina, A., Le chômage des diplômés en Tunisie, Éditions L'Harmattan, Paris, 2013.
5. Bousnina, A., La Tunisie périphérique oubliée. Essai sur le développement local, la marginalisation et les disparités territoriales, Edition l'Harmattan, Paris, 2019.
6. Bousnina, A., Population et développement en Tunisie, Éditions L'Harmattan, Paris, 2015.
7. Meddeb, H., « La Tunisie, pays émergent ? », Revue: "Sociétés politiques comparées", n°29, novembre 2010.
8. Meddeb, R., Ensemble construisons la Tunisie de demain, Berg Edition, Tunis, 2012.
9. Khader , B., « La Tunisie: est-ce l'hirondelle qui annonce le printemps arabe? », La collection CEPSS, 2011.
10. Hibou, B., « Tunisie. Économie politique et morale d'un mouvement social», Politique africaine n°121, Le Dossier: La Tunisie en révolution?, 2011.
11. Réseau Euro-méditerranéen des droits de l'Homme, R., « La Tunisie d'après le 14 janvier et son économie politique et sociale. Les enjeux d'une reconfiguration de la politique européenne », Copenhague, Juin 2011.
12. INTERNATIONAL CRISIS GROUP, I., « Tunisie: relever les défis économiques et sociaux », Rapport Moyen-Orient/Afrique du Nord N°124, 2012.
13. Belaid , S., « L'impasse totale: peut-on en sortir et comment ? », Le Maghreb (Hebdomadaire), Vendredi 7 Septembre 2012.
14. Ghrib B., et Makni, B., « Économie politique de la transition démocratique », Observatoire Tunisien de la Transition Démocratique, Tunis, 2011.
15. BAD, B., « Tunisie : Défis économiques et sociaux post-révolution », Rapport du BAD (Banque Africaine de Développement), 2012.
16. Ben Hamouda, H., Sortir du désenchantement. Des voies pour renouveler le contrat social tunisien, Editions Nirvana, Tunis, 2019.
17. Ben Hamouda, H., Économie politique d'une révolution, Éditions De Boek, 2012.

18. CREDOC, C., Les jeunes d'aujourd'hui : quelle société pour demain ?, Cahier de recherche n°292, 2012.
19. Vallin J., et Locoh, T., Population et développement en Tunisie : la métamorphose, Cérès Éditions, Tunis, 2001.
20. KUHN, R., "On the Role of Human Development in the Arab Spring", Population and Development Review, Vol. 38, No. 4 (DECEMBER 2012).
21. Hibou, B., "Le moment révolutionnaire tunisien en question : vers l'oubli du mouvement social ?", Dossiers du CERI, 2011.
22. BOURAOUI A., et SAHLI, S., L'opinion publique et les problèmes démographiques, Cahier du CERES, série démographique n°4, Tunis, 1974.
23. Gérard A., Bastide, R., «Les problèmes démographiques devant l'opinion ». In: Population, 15e année, n°2, 1960.
24. Guen, M., Tunisie. Pour un modèle économique postrévolutionnaire, Éditions L'Harmattan, Paris, 2013.
25. OCDE, Principaux résultats de l'enquête PISA 2012, OCDE, 2013.
26. Ben Romdhane, M., Tunisie. La démocratie en quête d'État. Ou comment reprendre la voie de la prospérité partagée, Sud Éditions, Tunis, 2018.
27. Ben Romdhane, M., Tunisie. État, économie et société. Ressources politiques, légitimation et régulations sociales, Sud Éditions, Tunis, 2011.
28. Ben Romdhane, M., «Légitimité des réalisations», Le Maghreb (Hebdomadaire), Vendredi 14 Septembre 2012, 2012.
29. Bourdieu, P., Questions de sociologie, Cérès éditions, Tunis, 1993.
30. Tizaoui, H., Pour un nouveau paradigme du développement régional en Tunisie. Pas de développement régional sans industrie, Arabesques éditions, Tunis, 2018.
31. Raim, L., «Les défis économiques de l'après Ben Ali», L'expansion.com, publié le 19/01/2011.
32. Jouini, E., «Tunisie l'espoir : mode d'emploi pour une reprise », Cérès éditions, Tunis, 2013.
33. Kerrou, M., «Tunisie : révolution et transition politique ou le conflit des trois légitimités », Quaderns de la Mediterrània 16, 2011.
34. Moalla, M., De l'indépendance à la révolution. Système politique et développement économique en Tunisie, Sud Éditions, Tunis, 2012.

35. PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain 2011*. Durabilité et équité. Un meilleur avenir pour tous, New York, Programme des Nations Unies pour le Développement, 2011.
36. PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain 2013*. L'essor du Sud: le progrès humain dans un monde diversifié, New York, Programme des Nations Unies pour le Développement, 2013.
37. PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain 2016*. Le développement humain pour tous, New York, Programme des Nations Unies pour le Développement, 2016.
38. Belhedi, A., "Développement régional, rural, local", Cahier du CERES, série géographique n°17, Tunis, 1996.